FLN

Un comité central anesthésié

C'est une session du comité central sans le moindre enjeu que le Front de libération nationale a expédiée, hier, à l'hôtel El-Aurassi, à Alger. Une session complètement «anesthésiée» par la présidence et le proche entourage de Abdelaziz Bouteflika qui en a fait une simple formalité, pour tout juste entériner des choix et des décisions pris ailleurs.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Effectivement, le semblant d'enjeu attribué à cette session, la première depuis le 10e congrès de fin mai dernier, à savoir la composante du nouveau bureau politique, n'a suscité ni tractations, ni quête des équilibres si chers au vieux parti. C'était simple : Ammar Saâdani avait envoyé ses propositions et Bouteflika a tranché. Faites la veille, ces propositions n'avaient été tranchées, à partir de Zéralda, qu'au cours de la journée d'hier pour être annoncées par Saâdani à la fin des travaux de la session.

«Deux critères ont présidé au choix des membres du bureau politique, à savoir l'ancienneté et la disponibilité», expliquera le secrétaire général du parti en préambule de son annonce.

Par «disponibilité», il fallait comprendre bien sûr cette décision prise depuis 2013 de ne retenir aucun membre du gouvernement ni haut responsable dans la composante du BP. Mais en réalité, un seul critère aura été déterminant : «la fidélité et la loyauté au Président», nous confie-t-on dans l'entourage de Saâdani. Ainsi, la composante du bureau politique, initialement prévue de 19 membres, sera finalement de 17. «Nous avons laissé deux postes vacants à dessein. Il faut toujours prendre ses précautions», nous explique notre source. On décèle déjà, à ce niveau, l'empreinte de Bouteflika qui a toujours agi de la sorte quand il s'agit de désigner des sénateurs par exemple.

C'est donc sans surprise que le nouveau bureau politique, qui comprend quatre femmes, soit composé des noms comme l'ancien ministre de la Santé, Djamel Ould Abbès, le patron de l'UNPA, Mohamed Allioui, Mahmoud Guemmama, Mokhtaria Reguieg, Abdelkader Zehali, Mustapha Boualègue, Djamel Madi, Leïla Tayeb, Ahmed Boumehdi, Badji Abou El Fadel, Sadek Bouguettaia, Yamina Meftali, Mohamed Khaldoun, Rachid Assas, Salima Slimani et Bendaida Mohamed. Ceux qu'on appelle «les hommes d'affaires», comme le chef du groupe parlementaire Mohamed Djemai, ne figurent pas dans ce bureau, sur instruction de Bouteflika.

Photo : Samir Sid

Ammar Saâdani.

Pour le reste, Ammar Saâdani se distingue, cette fois-ci, par un discours et un langage des plus «modérés» ! Ce n'est pas son style, certes, mais c'est «sur instruction venue d'en haut», nous confie-t-on. Il n'a voulu commenter ni l'affaire du général Hassan, ni le départ du général Toufik, par exemple. «La justice fait son travail, je ne commente pas les décisions de justice.» Ou alors, «toues les décisions prises par le Président concernant les changements dans l'institution militaire sont conformes à la Constitution». La révision de la Constitution ? «Attendons d'abord de voir ce que proposera le Président et on commentera après.» Passera-t-elle par voie référendaire ou par le Parlement ? «C'est au Président de décider.» On avait peine à reconnaître «l'ancien» Ammar Saâdani n'étaient quelques piques lancées en direction de l'opposition et, surtout Louisa Hanoune ! «Notre camarade Louisa veut faire du trotskisme au moment même où la Chine se met à l'économie de marché ! Elle veut qu'on interdise le secteur privé en Algérie ou quoi ?» ironisera-t-il sur les positions de la patronne du PT.

Enfin, et concernant la «grande initiative» du parti, en l'occurrence «le front national de soutien au président de la République», on a eu finalement droit à un typique cas de figure de la montagne qui accouche d'une sourie. Saâdani la définit comme «ouverte à tous, y compris à l'opposition». Ce qui est un non-sens en soi. Mais encore qu'elle est destinée «aux partis politiques, au mouvement associatif, aux cadres, à la presse, etc.».

Bref, cela a tout l'air d'un projet utopique. Il ne s'agit, finalement, que de torpiller l'initiative de Ahmed Ouyahia…

K. A.

RÉCENTES ARRESTATIONS DE GÉNÉRAUX

Benflis dénonce une «épuration politique»

Pour le parti de Ali Benflis, les arrestations dont ont fait l'objet dernièrement les généraux Hassan et Hocine Benhadid ne sont que «l'amorce», par le régime en place, d'une «épuration politique pour crimes de non-allégeance» à l'effet, estime-t-il, de «faire taire toute opposition ou critique à ses errements, ses dérives et ses défaillances de plus en plus graves et de plus en plus coûteuses pour le pays politiquement, économiquement et socialement».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ce pourquoi, d'ailleurs, le bureau politique du parti des Avant-gardes des libertés, s'est dit, au bout de sa session mensuelle ordinaire tenue avant-hier samedi, «profondément préoccupé» par «l'escalade que le régime politique en place semble avoir décidée récemment».

D'où sa dénonciation «avec force» de cette stratégie dont sont «déjà victimes de nobles enfants de ce pays nourris du sens le plus élevé du patriotisme acquis auprès de l'ALN et de l'ANP et inspirés du message sacré des martyrs de la Nation dans leur long parcours au service du peuple algérien».

Et ladite stratégie touche aussi, relève le parti, «les véritables créateurs de richesses qui sont l'objet de harcèlement divers» alors que, estime-t-il, «des clientèles rentières bénéficient de complaisances et des tolérances injustifiées et injustifiables d'un régime politique dont le gaspillage, la déperdition des ressources rares et la corruption sont devenues des caractéristiques intrinsèques».

Un soutien, on ne peut plus direct, à l'homme d'affaires Issad Rebrab qui fait face, ces derniers jours, à des accusations de surfacturation et d'importation d'équipements usés de la part du ministre de l'Industrie et des Mines. Elle n'épargne pas non plus les «porte-étendards de la libre expression et de la défense des libertés fondamentales et des droits inaliénables de l'Homme» pour les «neutraliser». Le bureau politique des Avant-gardes des libertés dit relever la «persistance» et «l'aggravation» de la «crise de régime» à laquelle le pays est confronté «sans perspectives de règlement» du fait, explique-t-il, «de la voie de l'immobilisme et de la stagnation que le pouvoir politique a choisie et du fait du déni des réalités dans lequel il s'obstine à s'enfermer». Et de considérer que «les effets et les manifestations dommageables de la vacance du pouvoir s'amplifient et n'épargnent plus aucun segment de la vie politique, économique et sociale du pays».

La vacance du pouvoir, l'illégitimité des institutions, l'absence de crédibilité et la défiance généralisée dont il fait l'objet qui se trouvent, selon le parti de Benflis, derrière «l'incapacité avérée du régime politique en place à mettre le pays en position de relever les défis qui se multiplient devant lui et que chaque jour qui passe aggrave et rend plus difficile à prendre en charge à l'avenir».

D'abord sur le plan économique avec «les retards considérables que le gouvernement accuse dans l'élaboration et l'adoption d'une stratégie nationale cohérente et effective» à même de constituer «la riposte du pays aux retombées dramatiques de la crise énergétique mondiale».

Une crise d'une «gravité exceptionnelle» et déjà longue de quinze mois alors que le gouvernement «hésite, tâtonne et atermoie en proposant des saupoudrages et des ravalements de façade au lieu et place d'un plan anti-crise global, cohérent, crédible et mobilisateur». Surtout que, relèvera-t-il encore, cette grave crise économique aura «inévitablement des coûts sociaux qui exigeront de la rigueur, de l'austérité et des sacrifices».

D'où sa mise en garde contre toute «dérive qui consisterait à faire porter aux seuls citoyens tout le fardeau des ajustements financiers et structurels que requiert la riposte à cette crise».

M. K.

Photo : Samir Sid

Ali Benflis.

Octobre 1988, que reste-t-il des belles promesses ?

Vingt-sept années se sont écoulées depuis le soulèvement d'Octobre, mais comme l'Histoire, surtout lorsqu'elle n'est pas révélée dans tous ses contours, est un éternel recommencement, les grandes questions sur le devenir du pays restent posées dans toute leur splendeur.

Comme à l'époque, lorsque la capitale et plusieurs autres villes du pays s'embrasaient avec leurs lots de victimes, presque tout va de travers dans une Algérie qui n'en finit pas de se chercher, qui peine à se doter d'un projet de société, comme espéré par les générations ayant fait Octobre 1988 et celles d'avant, celles qui l'ont libérée il y a plus d'un demi-siècle. «Notre printemps, on l'a fait en octobre 1988», se plaisaient à rétorquer fièrement plus d'un parmi les tenants du pouvoir et les hommes et femmes de leur giron lorsque, il y a à peine quelques années, se faisait sérieuse la crainte de voir les prolongements du Printemps arabe atteindre l'Algérie. Peut-être, notre printemps on l'a eu en 1988, mais que reste-t-il de ses belles promesses ? Vingt-sept ans plus tard, de l'idéal démocratique, au regard des faits et des complaintes quotidiennes des animateurs de la vie politique ou ce qui y ressemble, les Algériens n'en ont vu que des contours. Il suffit, par exemple, de voir comment sont perçus chez le commun des Algériens les travaux et les débats lors des sessions de l'APN et, par ricochet, pour voir de quelle aura jouit aujourd'hui le député chez le citoyen, pour comprendre toute l'étendue du monde qui sépare les gouvernants des gouvernés.

Depuis vingt-sept ans, au fil des années qui s'écoulent, l'Algérien se découvre, au gré des bouleversements intervenant au sein même de l'ordre établi, des raisons, et de bonnes, pour se détourner de la chose politique tellement le lot de promesses qu'on lui miroitait avec l'ouverture démocratique s'est réduit comme une peau de chagrin, au point où des centaines d'Algériens préfèrent jouer leur vie sur une embarcation de fortune pour une improbable terre promise, ceux-là mêmes que les «décideurs» préfèrent pénaliser par voie judiciaire que de leur donner de nouvelles raisons d'espérer des lendemains meilleurs. Comme pour illustrer le terrible décalage entre les uns et les autres. Plus que toute autre conjoncture, parmi les plus pénibles que l'Algérie aura eu à endurer, celle d'aujourd'hui rassemble quelques-unes parmi les plus troublantes similitudes avec la situation qui prévalait avant le 5 Octobre d'il y a vingt-sept ans. Un mal-être généralisé et qui ne fait que s'accentuer avec les premiers effets induits par la crise financière qui, en quelques traits, ressemble à la terrible passe traversée à la fin de la décennie 1980 et au début des années 1990. Des similitudes qui ne rassurent évidemment en rien le dernier des Algériens, bien au contraire ! En effet, quand on ajoute au scénario qui se joue sous nos yeux le sort réservé au premier préposé à la lutte anti-terroriste, le général Hassan, son ex-patron, le général Toufik, et le tout dernier en date, le général Benhadid, l'Algérien a de quoi frissonner ou tout au moins ne pas se sentir pousser des ailes et se délecter de cet optimisme que prêche le premier responsable de l'exécutif, Abdelmalek Sellal, lui qui n'apprécie pas tellement que des voix viennent faire état de la difficile passe que traverse le pays au point où la lutte pour sa survie fait oublier désormais au commun de nos concitoyens toutes les promesses nées de la révolution d'Octobre.

M. Azedine